
[Honduras : marche du peuple pour la vie](#)

Environ 3 000 personnes ont parcouru deux cents kilomètres pour arriver à Tegucigalpa, dans le but de réclamer au gouvernement du président Ricardo Maduro la protection des ressources naturelles du pays. Elles venaient de quatre villes de l'intérieur du Honduras et ont mis sept jours, du 22 au 30 juin, pour arriver à la capitale.

La marche avait été organisée par le Mouvement environnementaliste d'Olancho (MAO) et le Comité des familles de détenus-disparus du Honduras (COFADEH), ainsi que par d'autres organisations d'étudiants, de travailleurs, de paysans et d'autochtones, et par les Églises catholique et évangélique. « C'est un coup de cloche pour appeler le gouvernement à prendre soin des forêts, des ressources naturelles, des sources d'eau et de la vie des générations futures », a déclaré le prêtre José Andrés Tamayo, curé d'une paroisse de la province Ouest d'Olancho qui, l'année dernière aussi, avait été à la tête d'une marche contre l'abattage incontrôlé des forêts honduriennes par des entreprises forestières et minières (voir bulletin n° 72 du WRM).

Nous présentons ci-dessous des extraits du discours adressé aux manifestants par le père Tamayo.

« Après sept jours de contact solidaire avec la population, le long de quatre routes qui mènent à cette capitale, nous voici enfin arrivés. Tour à tour trempés par la pluie et brûlés par le soleil, nous avons avancé, un kilomètre après l'autre, pour défendre un objectif commun : la vie.

Nous avons été surveillés et guettés depuis la terre et le ciel, menacés de déportation et de poursuites judiciaires. Par moments, nous avons été mis en cause par ceux-là mêmes qui devaient nous appuyer, censurés par des frères qui auraient dû porter ailleurs leurs craintes. Nous avons reçu les pires menaces des autorités du pays, qui ont peur lorsque le peuple prend la parole. Mais nous voici enfin.

Nous devons reconnaître que, le long des quatre routes parcourues, nous avons vécu sept journées de fête solidaire avec les gens des lieux, qui ont partagé avec nous la nourriture, l'eau, les fruits, les draps, le savon, le logement et la joie. Ce sont eux qui ont financé cette marche. C'est à eux qu'elle appartient. Le peuple est tout à fait conscient que personne ne fera pour lui ce qu'il n'est pas prêt à faire lui-même. Pendant des années, le peuple a vu défiler dans l'administration publique des politiciens corrompus, qui livrent les forêts, les mines, les lacs, les plages et les terres à des capitaux étrangers dont nous ne connaissons même pas l'origine.

Les responsables de la crise actuelle sont la corruption, qui engendre la misère, l'injustice, qui provoque l'agitation, et la myopie d'une classe politique vorace, qui achète des billets d'avion pour partir en emportant nos richesses naturelles dès que la voix du peuple se fait entendre, dès que les choses prennent la couleur de la vie.

L'article 65 de la Constitution de la République reconnaît notre droit à la vie, et l'article 80 reconnaît notre droit à la pétition. Sur cette base nous demandons à ceux qui sont censés détenir le pouvoir de décision de mettre fin à la destruction des ressources naturelles. Nous ne pouvons plus tolérer la

coupe illégale, la vente aux enchères du bois par l'État lui-même, la destruction de la biodiversité dans le Sud, les mines à ciel ouvert partout dans le pays ni la pollution de notre eau. Nous ne pouvons pas rester passifs lorsque les richesses naturelles sont mises entre les mains de ceux qui ne les soignent pas et qui se contentent de les transformer en argent, au prix de la destruction et de la mort.

Nous avons choisi la voie de la résistance pacifique, celle de Gandhi ou de Martin Luther King. Nous avons choisi la voie de la paix, celle de Saint François d'Assise. Mais nous avons choisi également la voie de la dignité et de la vie, qui est celle du peuple hondurien.

Nous avons entrepris cette Marche nationale pour la Vie pour exiger plusieurs décisions au gouvernement, à la communauté internationale et à nous-mêmes. Nous sommes venus féliciter nos frères de La Labor, Ocotepeque, qui ont trouvé dans leur union la force nécessaire pour expulser une société minière qui allait faire sauter ses sources d'eau douce dans la forêt brumeuse de Guisayote. Nous sommes venus féliciter la population d'El Rosario, à Comayagua ; de Valle de Siria, à Francisco Morazán ; de Guinope, à El Paraíso ; d'Aramecina, dans le Sud ; les pêcheurs du golfe de Fonseca et les habitants d'Olancho, entre autres, pour avoir compris que la vie doit être défendue là où nous habitons, là où nous sommes en contact avec la Nature.

Pour reprendre les paroles d'un journal d'ici, de Tegucigalpa : Et après ? Ce qui vient après, c'est le dialogue et la revendication. Nous savons que le Président est confronté en ce moment aux réclamations de Hondutel, des médecins internistes, des infirmières, du Bloque Popular, des instituteurs, de l'INFA, du ministère de la Culture, des hommes d'affaires, du Fonds monétaire et de tant d'autres. Mais c'est lui que nous cherchons, nous cherchons sa volonté politique comme nous cherchons le peuple, la volonté du peuple, qui est la source de la souveraineté. Car, en définitive, c'est le peuple qui commande.

Que tout soit fait pour la vie. Marchons toujours !

Article fondé sur des informations tirées de : «Discurso del Padre Tamayo en la Marcha por la Vida», envoyé par Cofadeh, adresse électronique : cofadeh@sdnhon.org.hn , et «Comunicado de Cofadeh», <http://www.cofadeh.org/> ; «Llega marcha ambientalista a la capital de Honduras», The Associated Press, Freddy Cuevas, <http://www.univision.com/contentroot/wirefeeds/lat/253434.html>